

Direction Générale des Services Techniques
Direction de la Valorisation et de l'Entretien des Espaces Publics

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu l'arrêté de délégation N°36261

Vu l'arrêté n°26-AP-36256 en date du 01/04/2026

Considérant qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique

N°26-AP-36551

ARRÊTONS

ARTICLE 1

L'arrêté 26-AP-36256 du 01/04/2026, portant réglementation de la circulation (Limitation de durée de stationnement) :

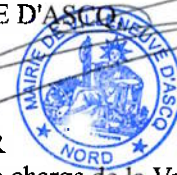
- RUE YVES DECUGIS, sur les places de la RUE TRUDAINE jusqu'à la RUE TRAVERSIERE
- Centre Commercial du Triolo, sur les parkings publics entre le Centre Commercial et la station de Métro "TRIOLO" accès côté RUE TRUDAINE et RUE TRAVERSIERE
- ALLEE TURGOT

est abrogé.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à : DREAL, Police Municipale, FNT, CRICR, SDIS, Direction Interdépartementale de la Police Nationale, ESTERRA, ILEVIA et Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille.

Fait à VILLENEUVE D'ASCQ
le 12 juin 2026
Pour le Maire,
Sébastien COSTEUR
L' Adjoint délégué en charge de la Voirie



Affiché le : 18 JUIN 2026

DIFFUSION:

- DREAL
- Police Municipale
- FNT
- CRICR
- SDIS
- Direction Interdépartementale de la Police Nationale
- ESTERRA
- ILEVIA
- POLICE NATIONALE
- MEL (2)
- MEL (1)
- Mairies de Quartiers
- Mairie Hôtel de Ville
- WEBMESTRE
- Archives - Docs

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Sylvain ESTAGER

Maire

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 417-3, R. 417-9, R. 417-10 et R. 417-12

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Vu l'arrêté n°25-AP-34884 en date du 10/04/2025, portant réglementation de la circulation :

- RUE YVES DECUGIS, sur les places de la RUE TRUDAINE jusqu'à la RUE TRAVERSIERE
- Centre Commercial du Triolo, sur les parkings publics entre le Centre Commercial et la station de Métro "TRIOLO" accès côté RUE TRUDAINE et RUE TRAVERSIERE
- ALLEE TURGOT

Vu l'arrêté du 6 décembre 2007 relatif au modèle type de dispositif de contrôle de la durée du stationnement urbain,

Considérant que devant l'évolution sans cesse croissante du parc automobile, la réglementation des conditions de stationnement des véhicules répond à une nécessité d'ordre public et d'intérêt général,

Considérant qu'il y a lieu de garantir une rotation suffisante des véhicules afin de préserver le commerce local et assurer une fluidité de la circulation en autorisant la création de zones de stationnement à durée limitée sur des emplacements réglementés prévus à cet effet,

Considérant qu'il est nécessaire au vu de ce qui précède de prendre une mesure permettant aux riverains d'accéder à leur domicile et de se stationner à proximité par la mise en place d'un stationnement résidentiel de surface et d'en définir le périmètre sur le territoire communal,

Considérant qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie

publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique

N°26-AP-36256

ARRÊTONS

ARTICLE 1

L'arrêté n°25-AP-34884 en date du 10/04/2025, portant réglementation de la circulation :

- RUE YVES DECUGIS, sur les places de la RUE TRUDAINE jusqu'à la RUE TRAVERSIERE
- Centre Commercial du Triolo, sur les parkings publics entre le Centre Commercial et la station de Métro "TRIOLO" accès côté RUE TRUDAINE et RUE TRAVERSIERE
- ALLEE TURGOT

, est abrogé.

ARTICLE 2

Une zone bleue est instaurée, :

- RUE YVES DECUGIS, sur les places de la RUE TRUDAINE jusqu'à la RUE TRAVERSIERE
- Centre Commercial du Triolo, sur les parkings publics entre le Centre Commercial et la station de Métro "TRIOLO" accès côté RUE TRUDAINE et RUE TRAVERSIERE
- ALLEE TURGOT

ARTICLE 3

Le stationnement des véhicules est réglementé du lundi au samedi de 8H00 à 19H00 :

- RUE YVES DECUGIS, sur les places de la RUE TRUDAINE jusqu'à la RUE TRAVERSIERE
- Centre Commercial du Triolo, sur les parkings publics entre le Centre Commercial et la station de Métro "TRIOLO" accès côté RUE TRUDAINE et RUE TRAVERSIERE
- ALLEE TURGOT

Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux véhicules de police, véhicules de secours et véhicules de la Police Municipale, quand la situation le permet.

ARTICLE 4

Dans la section indiquée dans les articles 2 et 3, tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu d'utiliser un disque de contrôle de la durée d'un modèle conforme à la réglementation en vigueur.

Ce disque devra être apposé en évidence sur la face interne ou à proximité immédiate du pare-brise. Il doit faire apparaître l'heure d'arrivée de manière à être vue distinctement par un observateur placé devant le véhicule.

Il est interdit de laisser stationner un véhicule pendant une durée supérieure à 1H30 à compter de l'heure d'arrivée du véhicule, conformément à l'article R417-3 du Code de la route.

ARTICLE 5

Est assimilé à un défaut d'apposition du disque, le fait de porter sur celui-ci des indications horaires inexacts ou de modifier ces indications alors que le véhicule n'a pas été remis en circulation.

Il en est de même de tout déplacement de véhicule qui, en raison de la faible distance séparant les deux points de stationnement et la brièveté du temps écoulé entre le départ du premier point de stationnement et l'arrivée sur le second, apparaîtrait comme ayant pour unique motif de permettre au conducteur d'éluder les dispositions relatives à la réglementation de stationnement.

ARTICLE 6

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux emplacements réservés aux véhicules de Personnes à Mobilités Réduites ou portant "GIG" ou "GIC".

ARTICLE 7

Un stationnement résidentiel est mis en place dans les zones définies aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Le résident est une personne dont le domicile personnel ou professionnel est situé dans la section de l'une des zones bleues citées dans nos articles 2 et 3.

Il peut prétendre à l'obtention d'une vignette de stationnement résidentiel zone bleue par véhicule, valable pour une année civile, qui lui permet de stationner sans limitation de durée à l'intérieur de la zone bleue.

La vignette de stationnement résidentiel zone bleue doit être placée derrière le pare-brise et être parfaitement visible de l'extérieur afin de permettre un contrôle facile de la qualité de résident.

En cas de changement de domicile, le bénéficiaire est tenu de restituer sa ou ses vignettes à la Ville de Villeneuve d'Ascq.

L'obtention de la vignette se fait auprès de la Police Municipale sur justificatifs, pour chaque année civile, de la qualité de résident par la domiciliation effective dans le secteur concerné.

Pour la remise de la vignette, la présentation des documents suivants est exigée :

- Pièce d'identité du bénéficiaire,
- Carte grise du véhicule,
- Justificatif de domicile,
- Justificatif de l'employeur, pour les véhicules de société notamment.

L'apposition de la vignette ne constitue en aucun cas un droit de réservation d'un emplacement, ne donne lieu à aucune garantie, et ne soustrait pas le bénéficiaire au respect des règles du Code de la route.

Elle ne donne pas droit au stationnement résidentiel sur les autres zones bleues. Hors du périmètre de proximité de son domicile, le résident a l'obligation d'apposer un disque de stationnement conforme à l'article 3 du présent arrêté.

Le stationnement résidentiel en zone bleue ne pourra être supérieur à 7 jours consécutifs conforme aux limites fixées par le Code de la route. Au-delà de cette durée, le stationnement du véhicule sera considéré comme étant abusif.

ARTICLE 8

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la Métropole Européenne de Lille.

ARTICLE 9

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la mise en place de la signalisation réglementaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

ARTICLE 10

Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures.

ARTICLE 11

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à :
Police Municipale, FNT, CRICR, DREAL, SDIS, Direction Interdépartementale de la Police Nationale et Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille

Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,
le 01 avril 2026
Le Maire,

Sylvain ESTAGER



Affiché le : 07 AVR. 2026

DIFFUSION:

- Police Municipale
- FNT
- CRICR
- DREAL
- SDIS
- Direction Interdépartementale de la Police Nationale
- POLICE NATIONALE
- Mairie Hôtel de Ville
- Mairies de Quartiers

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.